



Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAYOTTE

Recueil
des Actes Administratifs
de la Préfecture de Mayotte (RAA)

Édition SPECIALE N° 123

Mois de : DECEMBRE 2016

DATE DE PARUTION : 14 Décembre 2016

IMPORTANT

Le contenu intégral, des textes et/ou documents et plans annexés, peut être consulté auprès du service sous le timbre duquel la publication est réalisée

Conception & Diffusion : Bureau de la Coordination Interministérielle (raa@mayotte.pref.gouv.fr)

SOMMAIRE Édition SPECIALE du mois de novembre 2016

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	SIGNE LE	Pages
Arrêté n ° 2016 – 21 529 Portant mandatement d’office d’une dépense obligatoire sur le budget 2016 du Conseil Départemental	07/12/2016	2
DIRECTION DE L’ALIMENTATION DE L’AGRICULTURE ET DE LA FORET		
Arrêté n ° 2016 – 21 966 /DAAF/ SDTR Relatif à l’interdiction temporaire d’usage du feu à proximité et dans les biens forestiers et agroforestiers de Mayotte	13/12/2016	3
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES		
Arrêté n ° 2016 – 19 172 Portant concession de logement par nécessité absolue de service au profit de M Jacques BRABLE	08/12/2016	2
RI N ° 14 382 et RI n° 14 391 (résumé des avis de réquisition)		
CONSEIL DEPARTEMENTAL		
RI N ° 6711 à RI n° 17 550 (résumé des avis de réquisition)		
RI N ° 6 680 à RI n° 11 492 (résumé des avis de réquisition)		
RI N ° 6 896 à RI n° 17 555 (Avis de clôture du bornage)		
RI N ° 6 896 à RI n° 11 492 (Avis de clôture du bornage)		
RI N ° 7 052 à RI n° 13 650 (Avis de clôture du bornage)		
RI N ° 10 810 à RI n° 12 804 (Avis de clôture du bornage)		



PREFET DE MAYOTTE

Secrétariat Général

**Direction des Relations
avec les Collectivités Locales**

Bureau du contrôle budgétaire

ARRETE N° 2016 – 21523

Portant mandatement d'office d'une dépense obligatoire
sur le budget 2016 du Conseil Départemental

LE PREFET DE MAYOTTE

- VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment son article L.1612-16 ;
- VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;
- VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- VU loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 06 mai 2016 portant nomination de Frédéric VEAU en qualité de préfet de Mayotte ;
- VU le décret du 15 juillet 2016 du Président de la république portant nomination de monsieur Eric de WISPELAERE sous – préfet, secrétaire général;
- VU l'arrêté préfectoral n°12302/SG/2016 du 4 août 2016 portant délégation de signature à monsieur Eric de WISPELAERE, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté interministériel du 30 décembre 1982 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et leurs délégués ;
- VU les demandes des 05 janvier, 14 mars et 02 novembre 2016 de l'agent comptable de l'université de Strasbourg en vue d'obtenir le mandatement d'office d'une somme de 13 500 € relatif à la préparation d'une « licence professionnelle études territoriales appliquées » ;
- VU le courrier de mise en demeure en date du 23 février 2016 adressée par le Préfet au Président du Conseil Départemental ;

Considérant que la mise en demeure n'a pas été suivie d'effet ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

- Article 1^{er} .- Il est mandaté sur le budget 2016 du Conseil Départemental au profit de l'université de Strasbourg la somme de 13 500 € (Treize mille cinq cents euros).
- Article 2 .- La dépense correspondante sera imputée à l'article 6535 du budget primitif 2016 du Conseil Départemental.
- Article 3 .- Un recours pourra être formé contre cet arrêté, dans les deux mois suivant sa notification, auprès de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Mayotte.
- Article 4 .- Le secrétaire général, le Président du Conseil Départemental et le Payeur départemental sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou, le 07 DEC. 2016

Le Préfet,



Frédéric VEAU

Copies :
Conseil Départemental 2
Payeur Départemental 2
L'université de Strasbourg 1
Recueil des actes administratifs 1



PRÉFET DE MAYOTTE

**Direction de l'Alimentation
de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte**

Service de Développement des Territoires Ruraux

ARRÊTÉ n°2016 - 21 966/DAAF-SDTR

**relatif à l'interdiction temporaire d'usage du
feu à proximité et dans les biens forestiers et
agroforestiers de Mayotte**

LE PRÉFET DE MAYOTTE

Vu le code forestier, notamment les articles L.175-1, L.131-1, L.131-6, L161-1 et suivants et R.131-2 à R.131-4 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212-1 et L.2215-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements et les régions d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Vu le décret du 6 mai 2016 portant nomination du préfet de Mayotte, M. VEAU (Frédéric) ;

Vu les Orientations Forestières Départementales de Mayotte préfigurant le Programme de la Forêt et du Bois de Mayotte approuvées par arrêté ministériel le 22 octobre 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2015-59 du 12 juin 2015 portant sur les dispositions réglementaires spécifiques aux biens forestiers et agroforestiers de Mayotte.

Considérant que les bois, forêts, plantations, reboisements et agroforêts au sens du code forestier sont particulièrement exposés aux incendies de végétation,

Considérant que des mesures provisoires sont nécessaires pour limiter la recrudescence du nombre de départ de feux en période exceptionnelle de restriction d'eau à l'échelle du territoire.

Sur proposition du Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,

ARRÊTE

Article 1 - Champs d'application

En application de l'article L.131-6 du code forestier et de l'arrêté préfectoral n°2015-59 du 12 juin 2015 portant sur les dispositions réglementaires spécifiques aux biens forestiers et agroforestiers de Mayotte, les dispositions du présent arrêté sont applicables sur le territoire ou parties de territoire des communes où se trouvent des bois, forêts, plantations, reboisements et agroforêts à l'intérieur et à moins de 200 mètres de ces formations (cf. cartographie indicative en annexe).

Article 2 - Mesures

Il est interdit de porter, d'allumer du feu ou de jeter des objets en ignition à l'intérieur et jusqu'à une distance de 200 mètres des zones exposées mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Durée de l'interdiction

L'interdiction mentionnée à l'article 2 prend effet dès la publication du présent arrêté et reste applicable pendant la période de validité de l'arrêté préfectoral n°2016-20496 en date du 22 novembre 2016 portant limitation provisoire de certains usages de l'eau.

Article 4 - Pénalités

Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions indiquées à l'article R163-2 du code forestier (amende forfaitaire prévue pour les contraventions de 4^e classe, d'un montant de 135 € à la date de l'arrêté).

En cas d'incendie volontaire, ils s'exposent aux sanctions prévues à l'article L.163-3 et L.163-3 du code forestier (délit réprimé par les articles 322-5, 322-15, 322-17 et 322-18 du code pénal).

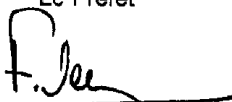
Article 5 - Publication et exécution

La directrice de cabinet de la préfecture, le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement, le commandant du groupement de gendarmerie, le directeur de la sécurité publique, le directeur de l'office national des forêts, le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Mayotte.

Fait à Mamoudzou le

13 DEC. 2016

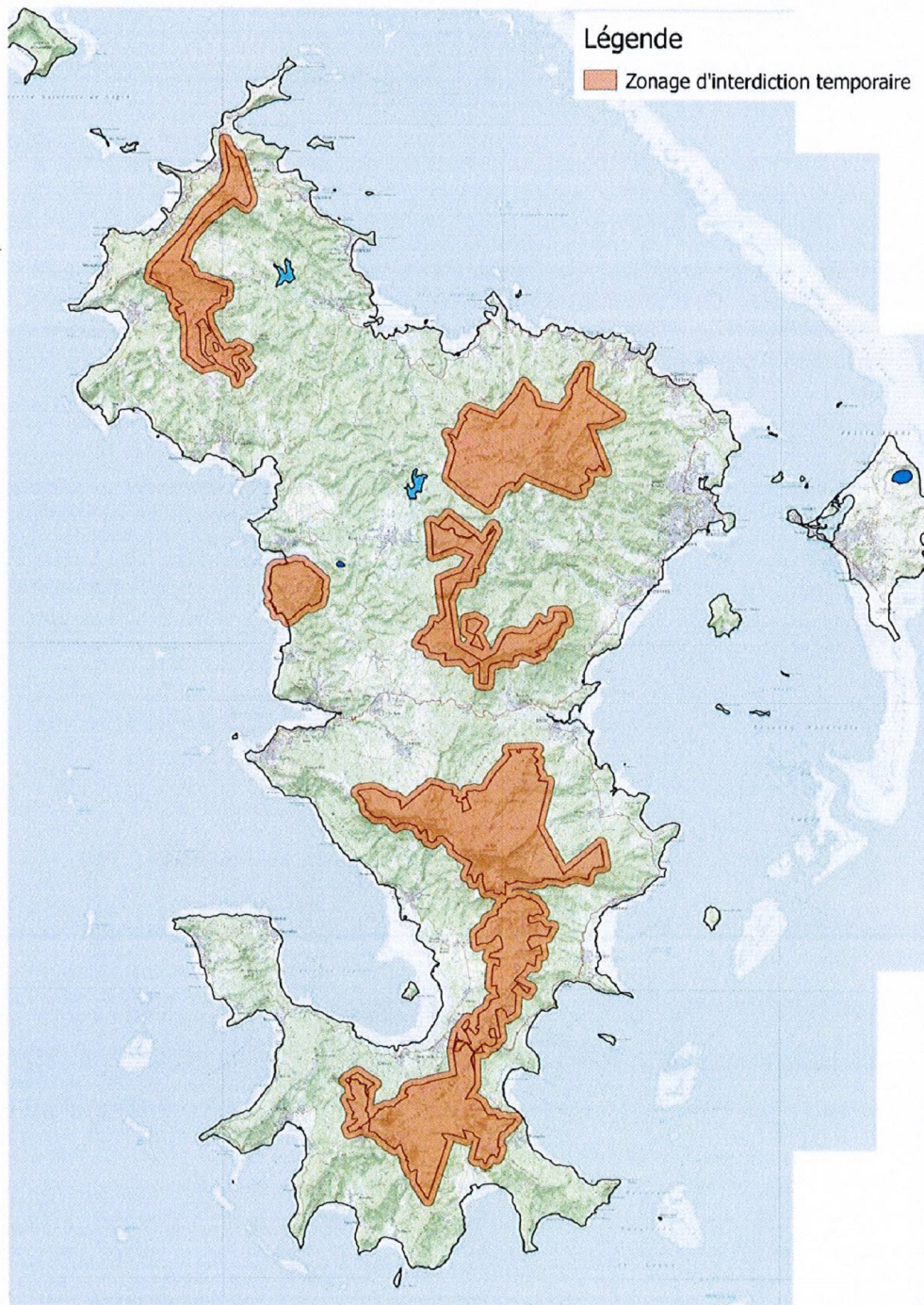
Le Préfet


Frédéric VEAU

Ampliation :

- Recueil des actes administratifs
- M. le secrétaire général de la préfecture de Mayotte,
- Mme la directrice du cabinet du préfet,
- M. le commandant du groupement de gendarmerie,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le directeur départemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le directeur de l'agence de l'office national des forêts,
- M. le chef du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage.
- Mmes et MM. les maires du département

Annexe de l'article 1 : Champs géographiques d'application



Conception : DAAF/SDTR/UF 2016
Projection : Mayotte, RGM04 - IGN
Données : ©IGN 2008



PREFET DE MAYOTTE

ARRETE N° 2016 – 19 172

Portant concession de logement par nécessité absolue de service
au profit de **M Jacques BRABLE**

LE PREFET DE MAYOTTE

- VU les articles R. 2124-64 à R. 2124-76, R. 2222-18 à R.2222-19, R. 4121-3 à R. 4121-3-1 du code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement
- VU le décret du 6 mai 2016 portant nomination du préfet de Mayotte - M. VEAU (Frédéric);
- VU le décret du 15 juillet 2016 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de Mayotte - M. de WISPELAERE (Eric);
- VU l'arrêté du 22 janvier 2013 relatif aux concessions de logement accordées par nécessité absolue de service et aux conventions d'occupation précaire avec astreinte pris pour l'application des articles R. 2124-72 et R. 4121-3-1 du code général de la propriété des personnes publiques dit « arrêté de surface » ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2012 fixant les listes de fonctions des services de l'Etat et des établissements publics relevant du périmètre de compétence des ministères économique et financier prévues aux articles R. 2124-65 et R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques pouvant ouvrir droit à l'attribution d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte;
- VU l'arrêté préfectoral n° 12302/SG/2016 du 4 août 2016 portant délégation de signature à Monsieur de WISPELAERE Eric, sous préfet, secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;
- VU l'arrêté du 9 mai 2016 portant nomination du directeur régional des services des Douanes de Mayotte, M. BRABLE (Jacques) ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Mayotte ;

ARRETE :

Article 1^{er}. - Est concédé, par nécessité absolue de service à M BRABLE Jacques, exerçant les fonctions de Directeur régional des services des Douanes de Mayotte, en qualité d'administrateur des Douanes et des Droits Indirects, un logement domanial, de trois pièces principales, situé au 11 résidence les manguiers chemin de la convalescence 97600 MAMOUDZOU, en R+2 de l'immeuble, formant le lot n°11 de la copropriété cadastrée AW29.

Article 2. - La concession prend effet à compter du 01 août 2016.

Elle est accordée à titre précaire. Elle est révocable de plein droit à tout moment et prendra fin, en tout état de cause, à la date où le bénéficiaire cessera de remplir les fonctions justifiant l'octroi de la concession, ou en cas d'aliénation ou de changement d'utilisation de l'immeuble.

Article 3. - La concession comporte la gratuité de la prestation du logement nu.

Elle est exclusive de toute rémunération forfaitaire ou horaire pour travaux supplémentaires, de quelque nature que ce soit.

Article 4. - Aucune fourniture de quelque nature qu'elle soit n'est assurée par le service dont dépend le bénéficiaire pour l'immeuble objet de la présente concession. Le bénéficiaire de la concession supporte les dépenses relatives à l'eau, à l'électricité, au gaz et à la climatisation.

Les autres prestations (*impôts, taxes, réparations et charges locatives*) telles que prévues à l'article 23 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 et au décret n° 87-713 du 26 août 1987, sont supportées par le bénéficiaire.

Elles seront remboursées sur les bases indiquées par le service utilisateur de l'immeuble lorsque ce dernier en aura fait l'avance.

Article 5. - Le bénéficiaire de la concession est tenu de souscrire une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile et les risques locatifs, il est également tenu d'entretenir les climatiseurs. Tous les ans le bénéficiaire fournira les justificatifs au service gestionnaire.

Article 6. - Un état des lieux sera dressé contradictoirement lors de la prise de possession du logement et au départ du bénéficiaire par le service gestionnaire.

Article 7. - Toutes dispositions antérieures à celles du présent arrêté, prises à l'occasion de l'occupation du logement concédé, sont abrogées.

Fait à Mamoudzou, le - 8 DEC. 2016

Le préfet,



Frédéric VEAU

Copies :

- Recueil des actes administratifs
- Service local France Domaine - DRFIP
- Bénéficiaire



Vous trouverez ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé de la de la réquisition d'immatriculation déposée à la CPI le 07/12/ 2016

N° de la réquisition	Nom du requérant	Commune	Réf Cadastrale	Superficie
14382	DM/SIEAM	CHICONI	AC 34	99 a 57ca
14383	DM/SIEAM	CHICONI	AC 32	17 a 80 ca
14384	DM/SIEAM	CHICONI	AV 378	1 ha 16 a 64 ca
14385	DM/SIEAM	CHICONI	AC 36	31 a 88 ca
14386	DM/SIEAM	TSINGONI	AV 381	60 a 03 ca
14387	DM/SIEAM	TSINGONI	BD 7 et 9	1 ha 84 a 52 ca
14388	DM/HALIDI Naïma	DZAOUDZI	AL 833	11 a 40 ca
14389	DM/ASSOUMANI Chamoussia	CHICONI	AL 532 AL 533	60 ca 70 ca
14390	DM/MADI COMBO Ambidatti	BANDRELE	AH 109 AH 110 AH 111	24 ca 15 ca 49 ca
14391	DM/MOUMINI Fatima	KOUNGOU	AX 114	01 a 61 ca

Ces réquisitions peuvent faire l'objet d'une opposition ou d'une demande d'inscription sur le livre foncier à compter de la date de publication du présent avis.
Le texte intégral de la réquisition peut être consulté à la conservation de la propriété immobilière.

Veillez trouver ci-dessous, aux fin de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N°de la Réquisition	Nom du requérant	Commune	Lieudit	references cadastrales	Superficie en m ²	Nom du titre	Date de Bornage
6 711	ZARA M'ZE	ACOUA	ACOUA	AB 456	392	ZARA 1370	6 juin 2006
6 841	ABOUDOU MARI SOUFFOU	ACOUA	ACOUA	AC 37	801	ABOUDOU 1006	29 mai 2006
10 754	HADIATI MOUSTOIFA	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 247	146	HADIATI 621	4 février 2009
10 757	LAANDHOITI HADHARI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 250	151	LAANDHOITI 624	1 mars 2007
10 762	SOIFOUANI Zarkachi	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH-721	143	SAFOUOINI 629	4 février 2009
10 763	BOINARIZIKI HAFIDHOITI	MTZAMBORO	MTAHARA	AH 719	162	BOINARIZIKI 630	1 mars 2007
10 786	HAMADA ROUBOUANTI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 178	320	HAMADA 755	5 mars 2007
10 793	MARIAMA ALI MADI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 269	145	MARIAMA 762	17 avril 2007
10 794	MARI DAOULATI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 268	51	MARI 763	17 avril 2007
10 799	DHOIHARATI M'HOMA	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 167	169	DHOIHARATI 768	4 février 2009
10 805	FATIMA MADI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 246	85	FATIMA 787	1 mars 2007
10 809	HALIDI RAHADATI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 281 ET 280	483	HALIDI 791	17 avril 2007
10 823	OUSSENI MADI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 164	80	OUSSENI 825	13 mars 2007
10 826	CHIBACO FATIMA	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 172	207	CHIBACO 830	13 mars 2007
10 833	ASSANI AMANA NOUROU	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 157	82	ASSANI 838	4 février 2009
10 853	SALAMA SALIME	MTZAMBORO	M'tsahara	AH 42	219	SALAMA 860	2 février 2009
10 896	SAID NAIMATI	MTZAMBORO	MTSAHARA	AH 264	143	SAID 5010	4 février 2009
11 492	DAOUD ZAINATI	ACOUA	MTSANGADOUA	AE 211	499	DAOUD 2564	3 décembre 2007
12 692	Assani SAID	MTZAMBORO	M'tsahara	AE-219	1 416	ASSANI 1252	8 juillet 2015
16 909	WARDATI DJIHADI	ACOUA	ACOUA	AB 663, 664	369	WARDATI 1234	23 octobre 2013
16 935	SAID MOUDROU HAMIDATI	ACOUA	MTSANGADOUA	AI 83,	1 683	SAID 6107	8 octobre 2013
17 220	SOULTOINI NADHIRATI, SOULTOINI HADIDJA	ACOUA	ACOUA	AB 697	638	SOULTOINI 1072	27 août 2015
17 550	HARIRI ASSOUMANI	ACOUA	ACOUA	AC 397	247	HARIRI 1479	3 mars 2015

Veillez trouver ci-dessous, aux fin de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N° de la Réquisition	Non du requérant	Commune	Lieudit	Ref cadastrales	Superficie en m ²	Nom du titre	Date du bornage
6 680	SOIFYATI MADI	ACOUA	ACOUA	AB 215	211	SOIFYATI 1132	9 mai 2006
6 681	ZAKARIA SOULAIMANA	ACOUA	ACOUA	AB 431	288	ZAKARIA 1138	27 avril 2006
6 694	MARIAME ASSOUMANI	ACOUA	ACOUA	AB 485	105	MARIAME 1254	25 avril 2006
6 709	RAOULATI OUSSENI	ACOUA	ACOUA	AB 375	434	RAOULATI 1358	3 mai 2006
6 710	ANLI SELEMANI	ACOUA	ACOUA	AB 457	330	ANLI 1367	18 avril 2006
6 712	KATUNA KASSIME	ACOUA	ACOUA	AB 474	116	KATUNA 1372	25 avril 2006
6 716	INCHATI OUMARI	ACOUA	ACOUA	AB 482	125	INCHATI 1378	6 juin 2006
6 724	MAHABA SALIM	ACOUA	ACOUA	AB 210	140	MAHABA 1394	9 mai 2006
6 728	FATIMA SOULA	ACOUA	ACOUA	AC 169	515	FATIMA 1426	31 mai 2006
6 729	TOYBOU HALADI	ACOUA	ACOUA	AC 176	2312	TOYBOU 1427	31 mai 2006
6 736	BOINALI DAOUD	ACOUA	ACOUA	AC 166	639	BOINALI 1645	23 mai 2006
6 738	EL DAYANE AHMED TOUMBOU	ACOUA	ACOUA	AC 168	224	EL DAYANE 1650	31 mai 2006
6 765	FAMILLE ABOUDOU BOTO	ACOUA	ACOUA	AL 114	8225	FAMILLE 2055	12 octobre 2006
6 823	ANZIZA ALI	ACOUA	ACOUA	AC 56	469	ANZIZA 863	4 juin 2006
6 857	ATTOUMANI SALIM	ACOUA	ACOUA	AB 285	208	ATTOUMANI 1112	23 mai 2006

Veillez trouver ci-dessous, aux fin de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N° de la Réquisition	Non du requérant	Commune	Lieudit	Ref cadastrales	Superficie en m ²	Nom du titre	Date du bornage
6 896	ABOUBACAR HOUMADI	ACOUA	ACOUA	AC 151	139	ABOUBACAR 1482	23 mai 2006
6 905	ADIDJA HARIBOU	ACOUA	ACOUA	AC 16	368	ADIDJA 1499	22 mai 2006
6 937	TOYBA BINT RIDHOI	ACOUA	ACOUA	AC 73	425	TOYBA 1600	30 mai 2006
6 941	TOYFIA MADI	ACOUA	ACOUA	AB 331	202	TOYFIA 1611	24 mai 2006
6 944	ROUZOUNA OUSSENI	ACOUA	ACOUA	AB 336	223	ROUZOUNA 1616	24 mai 2006
6 955	TOUNGA KAYSSATI	ACOUA	ACOUA	AB 299	1239	TOUNGA 1654	5 juin 2006
6 980	OUSSENI ECHAT	ACOUA	ACOUA	AM 53	4137	OUSSENI 2395	4 juillet 2006
6 981	BESSOUOUI OUSSENI	ACOUA	ACOUA	AM 54	3438	BESSOUOUI 2396	4 juillet 2006
11 483	HABASSE MAARIAME	MTSANGADOUA	ACOUA	AH 354	698	HABASSE 2547	15 novembre 2007
13 729	Abdallah Boueni ECHAT	SADA	SADA	AI 882	212	ABDALLAH 2530	18 décembre 2007
16 909	WARDATI DJIHADI	ACOUA	ACOUA	AB 663, 664	107	WARDATI 1234	23 octobre 2013
16 935	SAID MOUDROU HAMIDATI	ACOUA	MTSANGADOUA	AV 300	2426	SAID 6107	8 octobre 2013
17 555	Mouhamadi ABDALLAH	ACOUA	ACOUA	AB 744	62 Centiares	MOUHAMADI 1569	29 janvier 2015

Veillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N° de la Réquisition	Nom du requérant	Commune	Lieudit	Ref cadastrales	Superficie en m ²	Nom du titre
6 680	SOIFYATI MADI	ACOUA	ACOUA		201	ZAKARIA 1138
6 681	ZAKARIA SOULAIMANA	ACOUA	ACOUA		305	ROUZOUNA 1616
6 694	MARIAME ASSOUMANI	ACOUA	ACOUA		110	BESSOUOUI 2396
6 709	RAOULATI OUSSENI	ACOUA	ACOUA		338	TOYFIA 1611
6 710	ANLI SELEMANI	ACOUA	ACOUA		284	MAHABA 1394
6 712	KATUNA KASSIME	ACOUA	ACOUA		116	INCHATI 1378
6 716	INCHATI OUMARI	ACOUA	ACOUA		137	SOIFYATI 1132
6 724	MAHABA SALIM	ACOUA	ACOUA		148	ANZIZA 863
6 728	FATIMA SOULA	ACOUA	ACOUA		489	ATTOUMANI 1112
6 729	TOYBOU HALADI	ACOUA	ACOUA		2221	OUSSENI 2395
6 736	BOINALI DAOUD	ACOUA	ACOUA		558	TOUNGA 1654
6 738	EL DAYANE AHMED	ACOUA	ACOUA		185	ABOUBACAR 1482
6 765	FAMILLE ABOUDOU	ACOUA	ACOUA		37771	ADIDJA 1499
6 823	ANZIZA ALI	ACOUA	ACOUA		400	FAMILLE 2055
6 857	ATTOUMANI SALIM	ACOUA	ACOUA		197	MARIAME 1254
6 896	ABOUBACAR HOUMADI	ACOUA	ACOUA		118	SOULAIMANA 1599
6 905	ADIDJA HARIBOU	ACOUA	ACOUA		376	WARDATI 1234
6 937	TOYBA BINT RIDHOI	ACOUA	ACOUA		425	SAID 6107
6 941	TOYFIA MADI	ACOUA	ACOUA		183	EL DAYANE 1650
6 944	ROUZOUNA OUSSENI	ACOUA	ACOUA		231	BOINALI 1645
6 955	TOUNGA KAYSSATI	ACOUA	ACOUA		912	KATUNA 1372
6 980	OUSSENI ECHAT	ACOUA	ACOUA		4002	RAOULATI 1358
6 981	BESSOUOUI OUSSENI	ACOUA	ACOUA		3520	TOYBOU 1427
11 483	HABASSE MAARIAME	M'ITSANGADOUA	ACOUA	AE 191	513	FATIMA 1426
11 492	DAOUD ZAINATA	M'ITSANGADOUA	ACOUA	AE 191	411	HABASSE 2547

Veuillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de réquisition d'immatriculation délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N°de la Réquisition	Non du requérant	Commune	Lieudit	Ref cadastrales	Superficie en m²	Nom du titre
13 729	ABDALLAH BOUENI	SADA	SADA	AI 292	213	TOYBA 1600
16 909	WARDATI DJIHADI	ACOUA	ACOUA		296	ABDALLAH 2530
16 935	SAID MOUDROU	ACOUA	MTSANGADOUA		2432	MOUHAMADI 1569
17 498	SOULAIMANA SOURAYA	ACOUA	ACOUA		377	ANLI 1367
17 555	MOUHAMADI	ACOUA	ACOUA		40	DAOUD 2564

Veillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncière, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N° de la Réquisitio	Non du requérant	Commune	Lieudit	Section cadastral	Superficie	Nom du titre	Date du bornage
7052	YOUSOUF Chamsidine	BOUENI et KANI-KELY	M'bouanatsa et Kani- kely	AY 139 et AD 501	11598	ANTAZOU	8 décembre 2010
7289	AHAMADA Samandine	DZAOUZDI	Labattoir	AE 96	422	SAMANDINE 96	11 août 2006
7864	Chababidine Madi	BOUENI	Boueni	AK 116	159	CHABABIDINE 1383	21 juillet 2006
7869	MOUSSA Assidjati	BOUENI	Hagnoudrou	AK 155	217	ASSIDJATI 1434	21 juillet 2006
7925	Sahiyou Soilihi	BOUENI	M'bouanatsa	AV 121	1089	SAHIYOU 2225	20 septembre 2006
7949	MADI Sandatti	BOUENI	M'bouanatsa	AY 84	2016	SANDATTI 2288	20 septembre 2006
8360	SOUMAILI Fatima	MTSANGA MOUJI	Chembenyou mba	AP 181	299	FATIMA 3065	16 août 2006
8380	SIKA Toihafia	MTSANGA MOUJI	Chembenyou mba	AP 108	336	TOIHAFIA 3103	22 novembre 2006
8403	Abdallah Ben Issa	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AO 566	179	ABDALLAH 976	11 octobre 2006
8540	Boina Ali	MTSANGA MOUJI	Chembenyou mba	AP 50	1350	BOINA 4579	29 novembre 2006
8562	Ali Halidi	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AN 443	609	ALI 10	27 juillet 2006
8636	AHAMADA Faouzat	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AO 464	11	FAOUZAT 165	9 novembre 2006
8766	Djanfar Massoundi	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AN 569	236	DJANFAR 418	23 avril 2007
8773	M'COLO MAINTY Mariame	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AO 415	44	M'COLO 432	16 avril 2007
8853	Madiou Bacar	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AN 170	316	MADIOU 656	10 juillet 2006
9009	AHMED Daourina	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AN 18	218	DAOURINA 926	9 août 2006
9055	Souffou Halidi	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AN 431	720	SOUFFOU 1001	28 juillet 2006
9195	ISLAME Echati	MTSANGA MOUJI	M'tsangamou ji	AM 439	2720	ISLAME 4050	6 septembre 2006

Veuillez trouver ci-dessous, aux fins de publication au recueil des actes administratifs de la préfecture, le résumé des avis de clôture de bornage délivrés par la Direction des Affaires Foncières. Le texte intégral de l'avis peut être consulté à la Direction des Affaires Foncières, service régularisation foncière du lundi au vendredi de 8h à 12h.

N° de la Réquisition	Nom du requérant	Commune	Lieudit	références cadastrales	Superficie en m²	Nom du titre	Date de Bornage
10 810	ALI TOYFIA	M'TZAMBORO	MTZAMBORO	AH 275	120	ALI 792	17 avril 2007
12 668	SAID SOUFFOU	M'TZAMBORO	MTSAHARA	AE 158	1737	INDIVISION 914	20 février 2008
12 804	ABOUDOU BANCOLO	M'TZAMBORO	MTZAMBORO	AV 161	1465	ABOUDOU 6103	3 avril 2008

9234	Fatima MCOLO	MTSANGA MOUJI	M'tsangamouji	AM 413	3541	FATIMA 4203	26 septembre 2006
9290	Said Ahamada	MTSANGA MOUJI	M'tsangamouji	AN 269	347	SAID 4313	
9295	Madi Said	MTSANGA MOUJI	M'tsangamouji	AI 74	1758	MADI 4324	16 août 2006
9310	HAMADA Faidati	MTSANGA MOUJI	M'tsangamouji	AN 632	265	FAIDATI 4350	10 août 2006
9334	Indivision Yssouf Sabili	MTSANGA MOUJI	M'tsangamouji	AR 125	3382	INDIVISION 4401	5 décembre 2006
9774	ASSANI Fatima	BANDRELE	M'tsamoudou	BC 173	251	Fatima 295	30 janvier 2007
10531	SALIM Maïmouna	MTZAMBORO	M'tzamboro	AO 814	175	MAIMOUNA 273	29 janvier 2007
11091	Bina Haladi	SADA	Sada	AC 647	384	BINA 1453	27 avril 2007
11172	Mariame BounChekh	TSINGONI	Tsingoni	BI 45	217	MARIAME 55	14 mars 2007
11716	DIMASSI Amina	CHICONI	Sohoa	AP 413	258	DIMASSI 116	9 janvier 2008
11796	AMADA Vola	CHICONI	Sohoa	AO 401	236	VOLA 217	21 janvier 2008
11886	MADI Moinamaoulida	CHICONI	Sohoa	AO 127	168	MOINAMAOU LI DA 372	29 janvier 2008
11909	Daouda Djoumoi	CHICONI	Sohoa	AO 482	694	DAOUDA 649	6 février 2008
11989	ABDOU Hadidja	CHICONI	Chiconi	AM 413	212	HADIDJA 577	10 décembre 2007
12050	ALBERT Aynati	CHICONI	Chiconi	ALBERT 690	156	ALBERT 690	3 décembre 2007
12052	ALBERT Fatima	CHICONI	Chiconi	AM 1000	147	ALBERT 692	3 décembre 2007
12067	Be-Ntema Moïna	CHICONI	Chiconi	AM 1022	217	BE-NTEMA 730	27 novembre 2007
12078	MADI Zourfane	CHICONI	Chiconi	AM 1004	31	MADI 765	30 novembre 2007
12405	Salama BOINA	CHIRONG UI	Poroani	AC 818	389	SALAMA 94	9 juin 2008
12535	Said Mahastra	DZAOUDZI	Labattoir	AI 580	3368	SAID 1000	21 septembre 2011
12646	Indivision M'madi Fatima	DZAOUDZI	Labattoir	AL 674	303	INDIVISION 930051	8 septembre 2011
13255	Ligdamis Marie Risias	OUANGANI	Ouangani	AN 93	307	LIGDAMIS 220	24 octobre 2007
13406	Said Riziki	OUANGANI	Ouangani	AM 570	71	SAID 391	1 avril 2008
13550	SAID Mariama	SADA	Sada	AD 280	105	SAID 1097	26 septembre 2007
13650	Zahara M'VOULANA	SADA	Sada	AI 905	228	ZAHARA 2024	11 décembre 2007